

La démocratie à l'ère de la pandémie de COVID-19

Selon notre sondage en ligne, 69 % des personnes interrogées ont indiqué s'inquiéter de l'effet négatif de la pandémie sur leurs démocraties.

L'ancienne présidente de la Confédération suisse [Doris Leuthard](#), l'ancien président du Nigéria [Goodluck Jonathan](#) et [Elhadj As Sy](#), président du conseil d'administration de la Fondation Kofi Annan et vice-président du Conseil mondial de suivi de la préparation de l'Organisation mondiale de la Santé/la Banque mondiale, partagent les mêmes inquiétudes, a révélé leur discussion en ligne.

« Les gouvernements utilisent la pandémie comme un leurre pour imposer des règles autocratiques aux populations, ce qui représente un danger pour la démocratie. »

D' Goodluck Jonathan

En effet, dans le monde entier, de la Hongrie aux Philippines, de nombreux gouvernements se sont arrogé des pouvoirs exécutifs considérables sous couvert de mesures d'urgence en lien avec la pandémie. La restriction des libertés démocratiques dans certains pays suscite une vive inquiétude, où l'on craint qu'elles soient difficiles à reconquérir une fois la crise passée.

À l'heure actuelle, 54 pays sont considérés comme des régimes autoritaires, et 37 pays supplémentaires risquent de basculer vers des structures de gouvernance autocratiques^[1]. À mesure que la pandémie continue de mettre à mal l'endurance des démocraties, le nombre de pays enregistrant un recul de la démocratie devrait nécessairement augmenter.

Les intervenants ont déploré en outre l'incapacité de la communauté internationale à s'entendre sur cette crise, les gouvernements tendant davantage à se faire concurrence afin d'acquérir les équipements médicaux dont ils ont besoin et à élaborer des théories du complot pour échapper aux critiques concernant leur gestion controversée de la pandémie. Alors que les pays se replient sur eux-mêmes pour élaborer des stratégies de santé publique au niveau national, le nationalisme et le protectionnisme semblent gagner du terrain.

« Nous sortirons de cette crise dans un monde moins ouvert, moins prospère et moins libre. »

Doris Leuthard

Le débat, très riche, a été alimenté par une [lettre ouverte](#) récemment publiée par la Fondation, qui y exprimait sa profonde inquiétude quant à la façon dont l'urgence du Covid-19 était susceptible d'être exploitée à des fins politiques, et mettait particulièrement l'accent sur son impact sur les élections.

À ce jour, plus de 50 élections nationales ont été reportées dans le monde, et 19 se sont déroulées en dépit des conditions imposées par la pandémie, remettant par là même leur légitimité en question.

Les intervenants ont tiré la sonnette d'alarme en indiquant qu'ajourner les élections ne devrait pas servir de prétexte à l'imposition de restrictions supplémentaires sur les libertés démocratiques. À l'inverse, le maintien des élections devrait se faire de manière sûre, transparente et documentée, en s'assurant d'inclure tous les acteurs concernés et de garantir un niveau de participation élevé. Garantir de telles conditions pour les élections s'est avéré être un véritable défi pour de nombreux états dans le monde, que ce soit lors des dernières élections présidentielles au Burundi ou lors des dernières élections primaires aux États-Unis, dans certains états comme le Wisconsin.

Dans un tel contexte, il est impératif que la communauté internationale renforce la démocratie et ses institutions, en particulier dans les états fragiles et les démocraties émergentes. Le débat a mis l'accent sur plusieurs besoins : renforcer la confiance des populations envers les organes décisionnaires, accroître la vigilance citoyenne et consolider les institutions démocratiques individuelles afin de stabiliser la démocratie.

« Le manque de confiance envers les gouvernements et leur manque de redevabilité menacent la démocratie. »

Professeur Ghassan Salamé, modérateur du panel, membre du conseil d'administration de la Fondation Kofi Annan et ancien envoyé spécial de l'ONU pour la Libye

Un aspect essentiel de cette question réside dans l'importance croissante d'Internet et des technologies de l'information et de la communication, utilisés comme tremplin pour renforcer la démocratie et la confiance des populations. Plus que jamais, les pays doivent investir dans des systèmes de protection numérique solides pour contrer les attaques numériques, qui pourraient éroder la confiance des populations envers la démocratie. Ces constatations font écho aux conclusions de la [Commission Kofi Annan sur les élections et la démocratie à l'ère numérique](#), qui seront abordés ce vendredi du point de vue de l'Amérique latine, dans un prochain webinaire.

De manière plus générale, la coopération internationale est essentielle si nous voulons promouvoir une réponse coordonnée à la pandémie. Une collaboration entre les opérateurs locaux, les organisations continentales et les réseaux mondiaux est impérative.

« La communauté internationale doit tirer des enseignements des erreurs commises au début (de la pandémie), et tendre vers la solidarité plutôt que la compétition. Nous avons besoin d'un leadership régional et international solide de confiance, d'une responsabilité partagée et d'une réponse coordonnée. »

Elhadj As Sy



Ce webinaire était le premier d'une nouvelle série intitulée *Kofi Annan Dialogues*, qui réunit des chefs de file, des penseurs et des activistes autour de questions suscitant de vives inquiétudes dans le monde

[\[1\]](#) Réf. Selon l'Indice de démocratie, statistique fournie par Son Excellence Goodluck Jonathan. *Cet article a été rédigé par Sébastien Brack, chef du programme Élections et Démocratie de la Fondation Kofi Annan, et Amanda Kutch.*

Cette initiative a été rendue possible grâce au soutien du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse – Division Sécurité humaine (DSH).